

**APRES LE 11 SEPTEMBRE :**  
**LA CHINE, PARTENAIRE INDISPENSABLE ?**

**Jean-Philippe Béja**

Cet article est une version remaniée du « chapeau » d'un dossier consacré à la Chine,  
à paraître dans la revue *Esprit*, décembre 2001.

Dépouillés d'une partie de leur contrôle sur le commerce mondial et sur les investissements à l'étranger par les multinationales, confrontés à une multiplication d'organisations déterritorialisées aspirant à créer une société civile internationale difficile à contrôler même par les plus autoritaires, les Etats se verraient-ils aujourd'hui privés de ce qui, selon Weber, les définissait, le monopole de la violence légitime ?

Depuis déjà longtemps, les politologues attirent l'attention sur la fin du modèle de Westphalie, soulignant le poids croissant des organisations non gouvernementales sur la scène mondiale. Depuis le sommet de l'OMC de Seattle, le mouvement antimondialisation – qui, à la veille de chaque réunion de chefs d'Etat, mobilise de nombreux manifestants – a déjà obligé les gouvernements des pays riches à prendre en compte les conséquences négatives d'une évolution que la plupart des économistes et des politiciens considéraient comme totalement positive.

La République populaire de Chine elle-même, qui, plus que tout autre pays, est attachée au modèle westphalien de l'Etat-nation et fait tout pour maintenir le monopole de l'Etat sur ses relations avec l'extérieur, a dû accepter l'existence de forces non étatiques sur la scène internationale. Ainsi, pour obtenir que la conférence sur les femmes organisée par les Nations unies en 1995 ait lieu à Pékin, le gouvernement chinois avait été contraint d'accepter que se tînt sur son territoire un forum des organisations non-gouvernementales, reconnaissant ainsi sur la scène mondiale l'existence d'une société civile qu'il continue aujourd'hui de nier. D'autre part, les besoins du commerce international et des investissements étrangers, qui jouent un rôle croissant dans le développement du pays, ont aussi contraint les communistes chinois à relâcher leur contrôle sur une partie des échanges

économiques avec le reste du monde. Enfin, l'impressionnant essor de l'émigration vers l'Europe, l'Amérique, l'Australie, et même l'Asie du Nord-est qui, depuis le milieu des années 90, touche l'ensemble de la Chine et plus seulement ses côtes méridionales, a conduit à une augmentation exponentielle des flux de personnes, d'informations, de biens et de monnaie entre la République populaire et les pays développés, battant encore plus en brèche le monopole de l'Etat sur les relations avec le reste du monde.

Cette émigration a, de plus, facilité l'apparition de mouvements déterritorialisés qui érodent la légitimité du pouvoir de Pékin. Les démocrates en exil installés dans les divers pays du monde tentent depuis plusieurs années d'accroître leur influence sur l'évolution politique de la Chine en recourant aux nouvelles technologies. Le cyberspace a ainsi vu apparaître un grand nombre de sites internet où se déroulent de multiples débats entre les intellectuels du continent et les émigrés installés à Hong Kong ou en occident. Mais il n'existe pas d'organisation politique unifiée utilisant systématiquement les nouvelles technologies pour atteindre ses objectifs. Le cas du mouvement de gymnastique mystique Falun gong est différent. Il s'agit en effet d'une organisation très structurée installée aujourd'hui dans de nombreux pays. Le départ de son guru Li Hongzhi pour New York lui a permis d'étendre son influence dans les nouvelles communautés chinoises immigrées, mais également dans l'opinion internationale. Il s'agit de plus en plus d'une force déterritorialisée qui recourt aux technologies de l'information pour transmettre les consignes de Maître Li à ses adeptes en Chine. Il semble en effet que les responsables du mouvement en République populaire soient capables de tourner les mesures prises par le pouvoir pour interdire l'accès aux sites sensibles et pour contrôler le courrier électronique. Le processus de mondialisation contribuerait-il, par la déterritorialisation qu'il favorise, à augmenter les espaces échappant au contrôle de l'Etat ? Il ne faut pas exagérer l'importance de ce phénomène. En effet, le Parti semble être parvenu, grâce à ses méthodes traditionnelles de contrôle, à porter un coup fatal à la Falun gong qui n'apparaît plus comme une menace. Mais la tâche a été rude, et il s'est révélé très difficile de faire taire des voix que l'on ne parvient pas à localiser sur un territoire.

Dans un tout autre domaine, le terrorisme international échappe aussi à la localisation sur le sol d'un Etat. L'attentat du World Trade Center aurait été impensable sans l'existence de réseaux déterritorialisés. C'est ce caractère insaisissable qui explique la difficulté pour les Etats d'organiser une riposte. Washington a décidé d'ignorer la spécificité de cet acte et de répondre par des méthodes classiques en faisant la guerre au pays qui, selon eux, abrite les responsables du terrorisme international. Pour cela, les Etats-Unis ont mis sur pied une coalition des Etats qui se sentent menacés par un acte qui s'attaque à la légitimité même de

l'institution étatique. Ce discours a été très bien reçu non seulement par leurs alliés, mais aussi par ceux qui, jusque là, étaient désignés comme les adversaires de l'Amérique.

Ainsi, la Chine, que George W. Bush avait présentée au cours de sa campagne comme un « concurrent stratégique » qu'il fallait « contenir », a ouvertement manifesté son soutien au combat de Washington contre le « terrorisme international », le gouvernement chinois ayant bien compris le bénéfice qu'il pouvait tirer de sa participation à la coalition.

D'abord, contrairement à l'intervention au Kosovo, il ne s'agit pas cette fois d'intervenir contre un Etat souverain au nom de valeurs telles que la défense du droit des minorités, mais, au contraire, de venger une agression contre un Etat en « faisant la guerre au terrorisme ».

Comme les terroristes en question représentent une force dont les dirigeants chinois estiment qu'elle les menace, on comprend d'autant mieux leur enthousiasme. Jiang Zemin affirme en effet se trouver en butte aux attaques d'une « force terroriste dont le but est de faire éclater la Chine » désignant par là les nationalistes Ouighours qui combattent la domination Han au Xinjiang. Jusqu'à présent, cela ne lui avait pas valu la sympathie de l'Occident. Certes, Pékin n'avait tout de même pas chômé, signant avec les nouvelles républiques d'Asie centrale et la Russie une convention contre « le terrorisme, le séparatisme et l'extrémisme » destinée essentiellement à empêcher les nationalistes ouighours de bénéficier du soutien de l'étranger. L'attentat du 11 septembre a conduit l'Occident à une plus grande indulgence et le regain de répression au Xinjiang marqué par de nombreuses exécutions de « séparatistes » au cours de la campagne « frapper fort » suscite aujourd'hui fort peu de critiques dans les milieux diplomatiques. Contrairement aux autonomistes tibétains en effet, les nationalistes ouighours sont d'ethnie turque et de religion musulmane. Les Chinois ont beau jeu de les identifier aux islamistes qui sévissent en Afghanistan et au Pakistan, même si cela est loin de correspondre à la réalité.

Le soutien apporté par la Chine à la politique anti-terroriste de Washington a déjà porté ses fruits puisque le président américain a beaucoup modéré son discours depuis la tragédie du 11 septembre. Sa première visite à l'étranger a été pour Shanghai (même si c'était pour participer à la réunion de l'APEC et non pas pour effectuer une visite officielle en Chine), montrant ainsi l'importance qu'il attachait au soutien de la République populaire. Cette visite a contribué à renforcer le prestige de Jiang Zemin, ce qui n'est pas négligeable à l'heure où il prépare sa succession. A Shanghai, il n'a mentionné que du bout des lèvres la nécessité de respecter les droits des minorités, notamment des Ouighours. Autre retombée du 11

septembre ? Le dernier rapport du département d'Etat sur la liberté religieuse est beaucoup moins critique sur l'attitude du Parti communiste au Xinjiang que celui de l'an dernier alors que la situation s'y est beaucoup dégradée<sup>1</sup>.

De plus, depuis la tragédie du World Trade Center, les Etats-Unis ont fait passer au second plan leur volonté de faire pression sur la Chine tant sur la question de Taiwan<sup>2</sup> que sur celle de la démocratisation du régime qui n'a pourtant guère progressé au cours des derniers mois. A plus long terme, la Chine s'inquiète naturellement quelque peu de l'installation de troupes américaines dans les ex-républiques soviétiques d'Asie centrale ainsi que du retour en force des Etats-Unis au Pakistan, et de leur éventuelle intervention pour régler le conflit du Cachemire. Ce regain d'activité américaine dans une région que les Chinois considèrent de plus en plus comme leur chasse gardée est sans aucun doute problématique.

Mais, dans la situation actuelle, Pékin se réjouit surtout de voir que Washington a compris qu'il ne pouvait pas poursuivre sur la voie de l'« unilatéralisme ». En somme, on peut dire que la crise consécutive à l'attentat contre le World Trade Center a permis à la République populaire de rétablir de bonnes relations avec les Etats-Unis et de retrouver une position de premier plan sur la scène internationale.

---

<sup>1</sup> Voir le communiqué de Human Rights Watch, « US Report on Religious Freedom is Flawed », 26/10/2001.

<sup>2</sup> Lorsqu'au sommet de l'APEC de la fin octobre, la délégation taiwanaise a claqué la porte pour exprimer son mécontentement à l'égard de la manière dont l'avait traitée la Chine, George W. Bush, qui avait déclaré qu'il ferait « tout ce qu'il faut » pour défendre Taiwan, n'a pas réagi. Au contraire, il a réaffirmé le soutien de Washington à l'existence d'une seule Chine, Voir *Far Eastern Economic Review*, 1/11/2001.